



## DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT

Date de construction : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

Etablissement permanent : Oui  Non  - Etablissement saisonnier : Oui  Non 

Nombre d'employés en fonction : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] Nombre d'emplacements : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

Nombre de personnes susceptibles d'être accueillies : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

Période(s) d'ouverture : .....

Affiliation à un réseau : Oui  Non 

Types d'emplacements dont dispose le parc résidentiel de loisirs :

 Emplacements catégorie « Habitations Légères de Loisirs » et « Résidences Mobiles de Loisirs » - Nb : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] Emplacements catégorie « Camping-car » et « Caravane » - Nb : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

## IDENTIFICATION DE L'ORGANISME EVALUATEUR

Nom de l'organisme évaluateur accrédité en charge de la visite d'inspection : .....

Numéro d'accréditation : .....

## PIECES A JOINDRE

- **Rapport de contrôle conforme aux dispositions réglementaires**
- **Grille de contrôle conforme aux dispositions réglementaires**

**Sans l'intégralité des pièces à joindre, la demande de classement ne pourra être examinée**

Fait à \_\_\_\_\_ Le,

Signature du responsable de l'exploitation

**Avertissement**

Article 441-2 du code pénal : Le faux commis dans un document délivré par une administration publique aux fins de constater un droit, une identité ou une qualité ou d'accorder une autorisation est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende.

L'usage du faux mentionné à l'alinéa précédent est puni des mêmes peines.

Les peines sont portées à sept ans d'emprisonnement et à 100 000 euros d'amende lorsque le faux ou l'usage de faux est commis :

1° Soit par une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public agissant dans l'exercice de ses fonctions ;

2° Soit de manière habituelle ;

3° Soit dans le dessein de faciliter la commission d'un crime ou de procurer l'impunité à son auteur.

## Partie réservée à l'administration

Décision du Préfet	Observations
Date de l'arrêté : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]  Classement :	

La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique aux réponses faites à ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès de la Préfecture du lieu d'implantation de l'établissement et auprès d'Atout France à qui ces données sont fournies par la Préfecture du lieu d'implantation de l'établissement dès lors que la décision de classement est prise conformément aux dispositions réglementaires.